

Copie anonyme - n°anonymat : 317431



VO-00078
317431
option

Filière : 3/L

Session : 2024

Épreuve de :

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Lors de son arrivée en tant que Premier Ministre en janvier 2024, Gabriel Attal a annoncé son souhait de réduire les dépenses de l'état, notamment en matière de dépense pour l'assurance chômage. Il prévoit alors de réduire les durées d'indemnisation à 18 mois, dans l'optique de faire des économies et rembourser la dette publique, qui s'élève à environ 115 % du PIB en France. Alors que la dette avait été un outil lors de la crise de la pandémie, notamment grâce à l'assurance chômage qui limitait les conséquences de la chute potentielle de la production, celle-ci semble désormais représenter un fardeau dont il convient de se débarrasser.

La dette publique désigne l'ensemble des actifs qu'un état, une collectivité locale ou l'administration publique doit à un créancier. Elle est composée de l'ensemble des emprunts non remboursés à une période t et de la dette publique d'une période $t-1$, multipliée par le taux d'intérêt de l'emprunt $(1+r)$. Par conséquent, la dette publique résulte d'un besoin de financement d'une puissance publique afin de réaliser des dépenses pour assurer le fonctionnement du territoire qu'elle couvre. En tant qu'elle naît d'un besoin, la dette publique semble avant tout être un outil, un instrument. Néanmoins, en tant qu'elle représente l'ensemble des emprunts

NE RIEN ÉCRIRE DANS CE CADRE

non remboursées, la dette publique semble être un poids, et l'objectif est donc de s'en débarrasser. En outre, si le terme de dette en français est plutôt neutre, il se traduit en allemand par "Schuld", qui signifie à la fois la dette et la culpabilité, et qui connote ainsi la négativité qui entoure la dette.

Une puissance publique peut avoir des dettes envers un agent privé, une puissance publique, sur des marchés financiers ou auprès d'une banque. Ainsi la nature de la dette publique peut varier. Hicks constate dans les années 70 le passage d'une "économie d'endettement", qui repose davantage sur les emprunts auprès des banques, à une "économie de marchés financiers", qui consiste en un financement direct, sans intermédiation, sur les marchés financiers, ce qui peut modifier le regard porté sur la dette. En outre, la dette publique d'un Etat est souvent exprimée par rapport à son PIB (produit intérieur brut), ce qui montre l'importance relative de la dette par rapport à la richesse économique nationale. Ces différents facteurs modifient ainsi la perspective sur la dette et le poids qu'on lui accorde.

Bien que la dette publique résulte indirectement de la volonté d'assurer le fonctionnement de l'économie, comment peut-elle au contraire le menacer et ainsi représenter un poids?

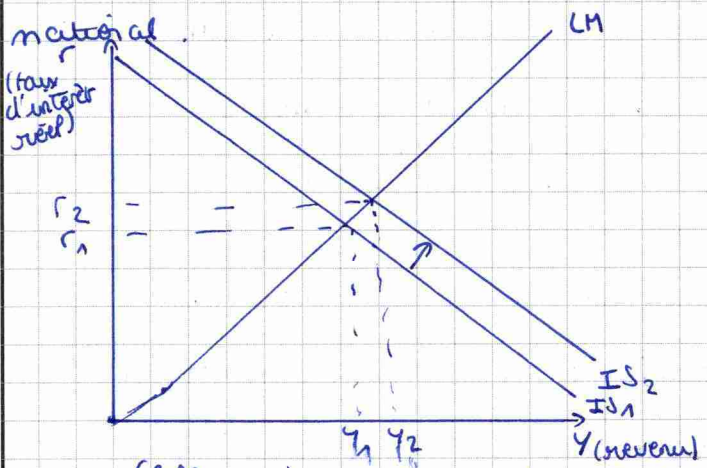
Plus verrous dans une première partie comment la dette est avant tout la conséquence d'une politique d'emprunt qui est un outil pour assurer la croissance économique : elle n'a donc pas pour but premier d'être remboursée. Cependant, le financement

par la dette pour au contraire être un poids en fonction de sa solvabilité et pour brider la croissance. Enfin, nous verrons dans une troisième partie dans quelle mesure, quel contexte, la dette publique peut être d'avantage un outil.

Dans une première partie, nous étudierons comment la dette est avant tout un outil utilisé par le puissance publique afin d'assurer le fonctionnement de l'économie. Elle se distingue ainsi en tout point de la dette d'un ménage puisque les causes et les modalités de remboursement ne sont pas les mêmes. La dette publique est avant tout un outil de relance économique (A) et permet ainsi d'assurer la mise à disposition par tous des services publics (B).

Tout d'abord, une puissance publique peut avoir recours à la dette afin de stabiliser l'équilibre macroéconomique lors des chocs conjoncturels. Cette fonction de l'état est ainsi mise en exergue par Richard Musgrave dans A Theory of Public Finance. Face aux chocs, aux éventuelles crises, l'état peut avoir un rôle de stabilisateur en mettant en œuvre des politiques anticycliques, financées par l'emprunt. Le creusement de la dette est ainsi avant tout un outil qui permet d'assurer le fonctionnement économique. En effet, suite à un ralentissement de l'^{activité} économique due à des "vues sur l'avenir" pessimistes qui anticipent une demande future faible, la puissance publique peut relancer la consommation et investir et ainsi inciter à l'investissement des entreprises, selon Keynes dans La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie (1936). Les moyens de financement de la relance

peuvent être la création monétaire, l'impôt et l'émission de bons du Trésor. Néanmoins, en le finançant ^{par} l'impôt, les ~~cons~~ effets de la relance sont limités, puisque cela réduit la consommation des ménages. Par conséquent, l'emprunt semble le moyen privilégié pour financer les dépenses publiques. En ~~creusant~~ ^{créant un} déficit primaire, soit la différence entre les dépenses publiques et les recettes à un instant t ($G_t - T_t$), la dette publique se creuse, mais elle reste néanmoins un outil efficace de politiques contracycliques. Hicks dans "Mr Keynes and the Classics: a suggested interpretation" (1937) formalise les effets d'une relance par la demande. On peut ainsi observer comment, en économie fermée, la politique budgétaire peut augmenter le revenu.



Effet d'une politique budgétaire sur le revenu et le taux d'intérêt.

IS, représentant l'ensemble des équilibres sur le marché des biens et services en fonction du revenu et du taux d'intérêt, se déplace vers la droite, ce qui permet d'augmenter le revenu national, tout en ayant recours à l'emprunt.

En outre, le creusement de la dette publique est d'autant plus efficace que le multiplicateur keynésien est élevé. Formulé une première fois par Kahn en 1931 dans Employment and Growth, le multiplicateur d'investissement mesure l'intensité des effets sur la demande en fonction de la propension marginale à consommer c . Ainsi plus le multiplicateur $k = \frac{1}{1-c}$ est élevé, plus la puissance publique a intérêt à s'endetter par que la relance ait de l'effet, créant ainsi un effet de levier. La dette, lorsque le coefficient multiplicateur d'investissement est élevé, est ainsi un ^{outil} ~~moyen~~ efficace de politique contracyclique.

Copie anonyme - n°anonymat : 317431

Emplacement QR Code	Filière : <u>BVL</u>	Session : <u>2021</u>
	Épreuve de : <u>ECONOMIE</u>	
Consignes <ul style="list-style-type: none">• Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer• Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir• Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)• Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)• Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre		
<p>En outre, la dette publique se distingue de la dette d'un ménage en ce qu'elle ne résulte pas des mêmes objectifs. Les effets de l'emprunt servent d'autres objectifs que ceux réalisés dans une optique de consommation ou d'investissement. L'emprunt d'une puissance publique auprès d'une banque ou d'un marché financier permet ensuite de financer la mise en place de services publics et la production de biens et services qui sont peu rentables et ne sont par conséquent pas pris en charge par le marché. La puissance publique a ainsi également une fonction d'allocation des ressources et permet de réduire les externalités générées par le marché, selon Musgrave (<u>The Theory of Public Finance</u>). Ainsi, Bruno Tinel, dans <u>Dette publique: sortir du catastrophisme</u>, réfute le paradigme selon lequel l'état devrait toujours avoir un budget à l'équilibre ou excédentaire en s'occupant de la dette telle un ménage, puisque cela permet ensuite la mise en place de services publics, d'aides aux ménages, qui n'assurent pas la rentabilité escomptée sur les marchés. L'état, grâce à la dette, peut ainsi prendre en charge la production de biens et de services dont les coûts sont à court terme supérieurs aux profits, mais qui sont</p>		
		5/14

NE RIEN ÉCRIRE DANS CE CADRE

essentiels au bien être collectif. La gestion publique des
eaux est ainsi financée par l'état et les collectivités locales: ils prennent
une partie des coûts en charge afin que des ménages n'aient pas
à supporter l'ensemble des coûts, et afin de ne pas exclure une grande
partie des demandeurs en fixant les prix selon les lois du marché.

et ainsi, la possibilité par l'Etat de creuser sa dette publique est un
instrument essentiel afin d'assurer le bien être collectif. En outre,
afin d'assurer une protection sociale minimale à l'ensemble des individus,
des collectivités locales, la sécurité sociale peuvent être en déficit lors
d'un moment t, lorsque les ^{montant des} cotisations sociales et des impôts sont en
infériorité au montant des dépenses sociales, creuser la dette.
et néanmoins, cela assure une protection à chacun, indépendamment
des coûts. Par conséquent, la puissance publique peut
utiliser la dette, la creuser, ~~elle~~ ^{puisque elle} assurant une fonction
autre que ^{celle} les entreprises et les ménages.

Cependant, la remise en question de l'utilité
de la protection sociale et du mécanisme de l'état-Providence
à partir des années soixante-dix ~~ma~~ révèle l'ambiguïté de la
dette, puisque la "mise de l'état-Providence" est avant tout une
"mise financière" (P. Rosanvallon). et ainsi, alors que la sécurité sociale
se retrouve en déficit, creuser la dette publique, son efficacité

est remise en cause, on considère que cette dette pourrait devenir un fardeau pour les générations à venir. Par conséquent, la dette peut constituer un fardeau en fonction de sa solvabilité, soit de la capacité à la rembourser. Or, la dette publique bride la croissance (A), elle constitue donc un fardeau en ce que la puissance publique doit toujours maintenir sa capacité à rembourser la dette auprès de ses créanciers (B).

Tout d'abord, la dette publique peut rester soluble si la croissance économique est suffisamment forte, si l'inflation est élevée, ce qui allège le poids de la dette ou si les taux d'intérêt sont faibles. Il semble alors que la dette peut avoir un poids peu important si elle est un instrument de relance de la croissance économique. Or, Baum dans l'article "Are government bonds net wealth?", remet en cause l'effet de la relance sur la consommation. L'état s'endette en empruntant, mais devra rembourser ses dettes dans le futur auprès des créanciers, et ainsi utiliser l'impôt. C'est ce que Ricardo observait lorsque le gouvernement finançait la guerre par l'emprunt: les impôts seraient amenés à augmenter plus tard. Ainsi, les consommateurs, en prenant en compte le fardeau de la dette, limitent leurs dépenses: l'effet escompté de la dette n'est ainsi pas réalisé et l'impôt sur la croissance est faible, ce qui menace la solvabilité de la dette publique. De plus, en économie ouverte, l'effet du multiplicateur et investissement est réduit du fait de la possibilité d'importer. Ainsi, l'état s'endette, ce qui n'est pas compensé par une croissance future puisque la relance budgétaire bénéficie davantage aux importateurs. Ainsi, suite au choc pétrolier de 1973 qui affecte une grande partie des pays occidentaux

du fait de la mondialisation des échanges, Jacques Chirac tente de mettre en place un plan de relance de la consommation, notamment en nationalisant les entreprises pour réduire les prix. Les effets du plan sont limités et ouvre la voie à un phénomène de stagflation, soit de croissance atone et d'inflation simultanée, ce qui alourdit le poids de la dette, qui s'est creusée au moment du plan de relance. Une période d'austérité budgétaire s'ensuit alors : un changement de paradigme s'effectue, qui donne la priorité à l'équilibre budgétaire, comme en témoignent les objectifs de dette à 60% du PIB et de déficit de 3% lors du Pacte de Stabilité et de Croissance de l'Union européenne en 1997. Le fardeau de la dette est ainsi notamment calculé par Reinhart et Rogoff dans ~~Eight Centuries~~ This Time is Different. Eight Centuries of Financial History (2008). Selon leurs calculs, une dette publique de 90% du PIB réduit de 1% la croissance économique. Par conséquent, malgré les effets voulus de stimuler la croissance grâce à l'endettement, la dette en elle-même devient un fardeau qui bride la croissance.

De plus, la dette, comme son nom l'indique, lie l'emprunteur à son créancier. Elle est un fardeau en ce que la perspective de devoir la rembourser pèse sur l'emprunteur tant qu'elle est. Le poids de la dette est d'autant plus important que les taux d'intérêt sont élevés, comme nous l'avons expliqué précédemment. Dornau, dans "The burden of the Debt" and "The National Income" formule le poids de la dette ^{d'un emprunteur} en fonction du taux d'intérêt de l'emprunt. Ainsi, nous avons :

$B_t = G_t - T_t + (1+r)B_{(t-1)}$, avec B le poids de la dette (burden) en fonction de la période et $G_t - T_t$ le solde primaire, soit

Copie anonyme - n°anonymat : 317431

Emplacement QR Code	Filière : <u>B/L</u>	Session : <u>2021</u>
	Épreuve de : <u>ECONOMIE</u>	
Consignes <ul style="list-style-type: none">• Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer• Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir• Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)• Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)• Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre		
<p>la différence entre les dépenses publiques et les recettes fiscales. Ainsi, le poids de la dette est d'autant plus élevé que le déficit est important et que le taux d'intérêt est élevé puisqu'il alourdit le poids de la dette précédente. Or, le taux d'intérêt dépend lui-même de la solvabilité de la dette et de la confiance des emprunteurs en la capacité de remboursement de la puissance publique. Et ainsi, avant la crise de 2008, la Grèce menait des politiques budgétaires de relance impopulaire, notamment par les JO d'Athènes et par assurer l'accès aux services publics de l'ensemble de la population. Les taux d'intérêt étaient faibles, ce qui lui permettait de s'endetter facilement. La crise de 2008 a ébranlé l'économie grecque et a révélé ^{l'incapacité à payer} les défauts de paiement de la Grèce. La confiance des créanciers partie, les taux d'intérêt emprunteurs ont été multipliés, allant au-delà de 10%, alors qu'ils étaient en parallèle inférieurs à 1% en Allemagne, du fait de la confiance des investisseurs et les parcs publics allemands. Cela révèle le cercle vicieux de la dette qui lorsqu'elle se déclame être un véritable fardeau le devient encore plus à cause de la montée des taux d'intérêt. ^{L'économiste libéral} Jean Marc Daniel demande ainsi à la France de veiller à l'équilibre budgétaire français à cause des relations</p>		
		3/14

NE RIEN ÉCRIRE DANS CE CADRE

de dépendance que cela crée entre créanciers et emprunteurs, et de la subordination de l'emprunteur qui se retrouve limité dans ses choix. ~~La loi L&F de 2004~~ Ainsi, suite au plan de relance entamé par le gouvernement Castex en septembre 2020 (France Relance) de 100 milliards d'euros, doublé des conséquences de la crise due au Coronavirus, la dette publique a atteint 115% du PIB français. Le gouvernement Attal, notamment le ministre de l'économie et de la finance Bruno Le Maire, cherche désormais à réduire la dette en faisant des économies sur les dépenses dans les services publics et de sécurité sociale, comme dans le cadre de l'assurance chômage. Ainsi, si la dette a permis à un moment de relancer l'activité, les conséquences sont subies à un moment $t+1$: ce qui a été un outil devient fardeau.

Par conséquent, la dette publique a des effets limités en tant qu'outil puisque les conséquences sont ensuite un poids sur le long terme.

Étant donné que nous ne sommes pas encore parvenus à réduire la dette publique, l'endettement servirait à d'autres fins que celles économiques, mais qui ~~elles sont~~ néanmoins freinées par la perte de confiance des créanciers et la crainte. Il s'agit donc de prévenir et d'étudier dans quelle mesure l'endettement peut être bénéfique et être un outil efficace en aidant les emprunteurs (A)

et en usant de la souveraineté monétaire de l'Etat (B).

Pour d'abord, nous avons vu que la dette était un fardeau lorsque son volume peu rapport au PIB était important et lorsque sa solvabilité était menacée. Cependant, il semble que l'aide de l'endettement augmente paradoxalement son poids. Devant la crise des dettes souveraines grecque, le "troïka", soit le FMI, la BCE et la Commission européenne ont conseillé à l'état de mener des politiques d'austerité en échange du rachat d'une partie des dettes grecques. Or, l'importance du coefficient multiplicateur a été sous-estimée, nous sous-évaluant ainsi l'effet des politiques de relance passant par l'endettement sur la croissance économique.

Baun et Stukler dans l'article "The Body Economic: Why austerity kills" (2013) font le constat des conséquences de l'aide de l'endettement ~~ou~~ des politiques de demande : l'austerité budgétaire a plongé l'économie grecque dans la récession, a causé la détérioration des services publics et a accéléré le phénomène d'appauvrissement.

Ainsi, si la dette peut sembler constituer un fardeau, l'aide de l'endettement peut alimenter la récession, et alourdir son poids lorsqu'il n'est plus considéré comme un actif. En outre, le multiplicateur d'investissement avoir été sous-estimé car il cible davantage les personnes en situation de pauvreté, et donc avec une propension marginale à consommer élevée, selon la loi fondamentale de l'analyse (Keynes). Il s'agit donc de cibler les investissements publics réalisés par l'emprunt afin d'inciter à la consommation.

et une Laure Delette, dans L'état chahuté dans le mur (2013), remet en question l'efficacité des politiques budgétaires menées par le gouvernement Jean Castex durant la pandémie. Selon elle, cela cible et aide les entreprises qui reçoivent des aides liquides

sous l'aide du gouvernement, créant ainsi des effets d'aubaine. Selon elle, il faudrait cibler aux personnes les plus nécessiteuses afin de maximiser l'efficacité des politiques ~~publ~~ budgétaires, comme lors de la mise en place de chèques énergie qui de permettre aux personnes avec le moins de moyens financiers de lutter contre l'inflation. Par conséquent, afin de permettre à l'endettement d'être un outil et non un fardeau, il s'agit de cibler la relance budgétaire par favorisant la naissance.

En outre, la perception de la dette en tant que fardeau ou outil dépend également de la souveraineté de la puissance publique dans la politique monétaire, permettant de moduler les taux d'intérêt et d'inflation, et ainsi mettre en place des "policy mix". Stéphanie Kelton, dans le mythe du déficit conteste les ^{volontés} ~~nécessité~~ d'avoir des politiques budgétaires et l'équilibre. Selon elle, un gouvernement n'a pas à gérer son budget tel un ménage : tout ne doit pas être financé par l'impôt, notamment les cotisations sociales.

Le seul signe permettant de considérer la dette comme un fardeau est le taux d'inflation : il est le seul signal d'un endettement excessif. En outre, elle insiste sur la réputation des puissances publiques sur les marchés financiers auprès des banques, dont les obligations sont considérées comme fiables. Selon elle, c'est l'état, en tant qu'il sert d'autres objectifs, doit se servir de sa dette afin d'arriver d'autres buts économiques. Son essai peut ainsi agir comme un plaidoyer pour un retour aux monnaies nationales dans l'Union européenne ou ~~en tant~~ par la mise en commun des dettes et de la politique budgétaire. Alors que la

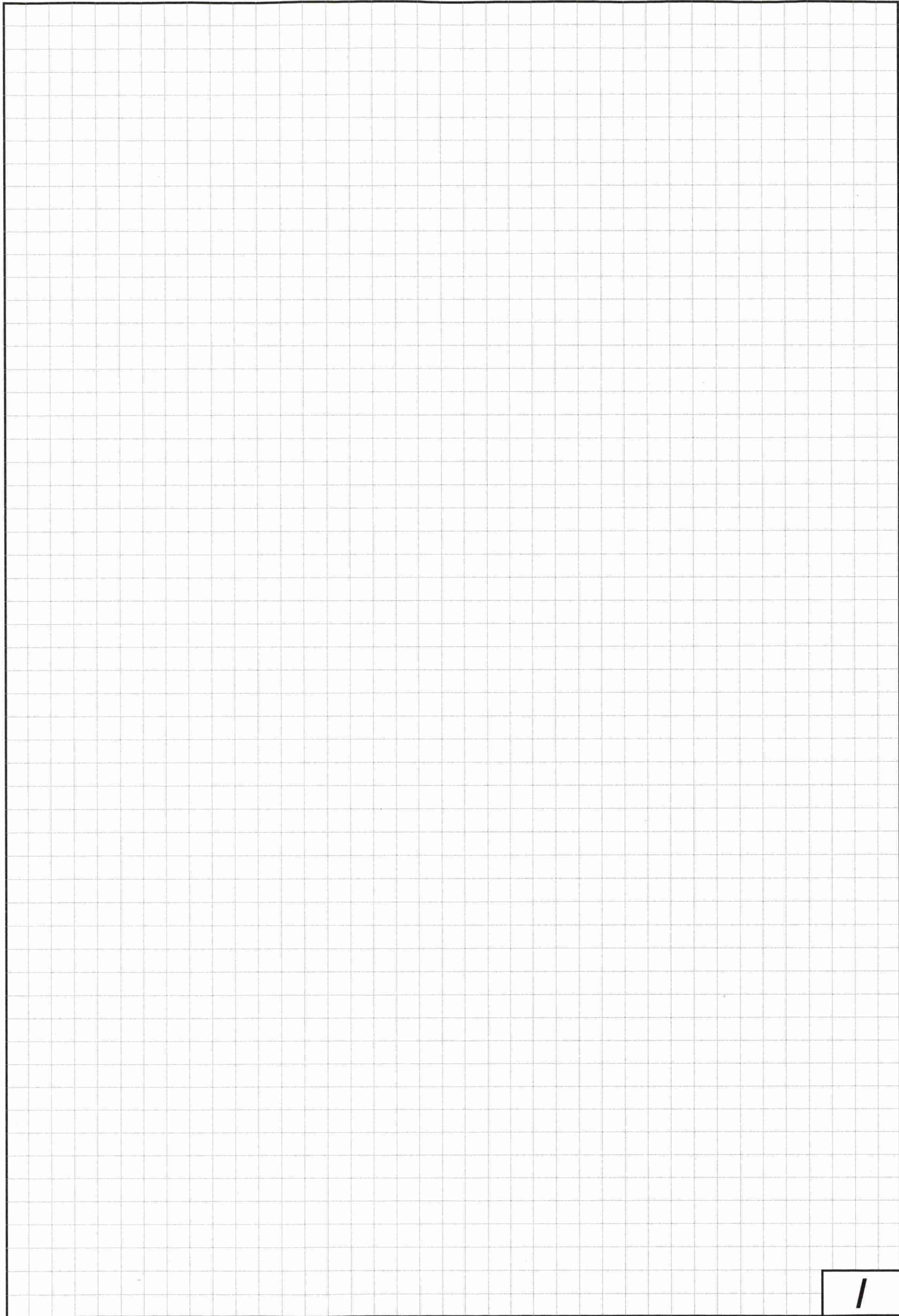
Copie anonyme - n°anonymat : 317431

Emplacement QR Code	Filière : <u>B/L</u>	Session : <u>2014</u>
	Épreuve de : <u>ECONOMIE</u>	
Consignes <ul style="list-style-type: none">• Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer• Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir• Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)• Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)• Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre		
<p>"policy mix" de 2009 lancé par Obama a permis de rebauer l'économie américaine, les divergences entre les pays européens à la suite de la crise entre les "frugaux", favorables à l'austérité budgétaire et les PIGS, davantage marqués par des politiques de relance, peut augmenter la perception de la dette comme un fardeau puisque sanctionné par l'Union européenne.</p> <hr/> <p>En définitive, la dette est avant tout un outil permettant d'accroître l'effet multiplicateur des investissements de l'état. L'endettement est ainsi efficace dans les politiques contracycliques. Il permet en outre de financer les services publics et a donc une fonction d'allocation des ressources et de redistribution. Néanmoins, cela peut avoir des conséquences sur la croissance économique et sur la confiance des créanciers. La dette devient donc un fardeau en ce qu'elle lie l'emprunteur au créancier, ses politiques budgétaires</p>		
		<u>B/L</u>

NE RIEN ÉCRIRE DANS CE CADRE

dépendent de lui. Il s'agit alors de bien cibler les investissements vers les personnes nécessiteuses et de le concilier avec des politiques monétaires africaine et européenne en particulier. Le Plan Next Generation EU et le dette commune EU Protecta Recovery Program en sont ainsi le dérivé au sein de l'UE afin d'en faire un outil.

—



/